

# **RASSEMBLEMENT MERCREDI 28 JUIN A 18H DEVANT LA PREFECTURE <sup>1</sup>**

## **Le droit à l'hébergement inconditionnel est aujourd'hui bafoué à Montpellier, à qui la faute ?**

**A Montpellier le préfet se vante de poursuivre le démantèlement des squats** et des campements, sans assurer un relogement systématique des habitantes et habitants.

Loin de résorber la pauvreté, cette politique l'accroît.

L'Etat n'assure plus ses obligations en matière d'accueil des demandeurs d'asile, ni d'hébergement inconditionnel.

**Monsieur Delafosse, maire de Montpellier et président de sa Métropole**, assure lutter contre l'habitat indigne. Mais loin de s'opposer à cette politique, la Métropole sollicite le tribunal pour demander l'expulsion d'un campement de demandeurs d'asile installés sur un terrain lui appartenant. Les personnes restées à la rue ont campé devant la Mairie. Aucune proposition de mise à l'abri, même temporaire, n'a été proposée.

**Du côté du Département de l'Hérault**, la situation est aussi révoltante. Les mineurs isolés sont loin d'être systématiquement mis à l'abri alors que le département en a la responsabilité.

Par ailleurs, le Département a obligation de prendre en charge les familles avec enfants de moins de 3 ans.

Lorsque l'enfant arrive à l'âge fatidique de 3 ans, son cadeau d'anniversaire consiste généralement à demander à la famille de quitter les lieux et se retrouver ainsi à la rue, au mépris du principe de continuité de l'hébergement.

Vivre à la rue c'est être condamné.e à une mort plus ou moins lente.

**Le droit inconditionnel à un hébergement adapté doit être respecté à Montpellier.**

**Tout le monde doit se remonter les manches, il y a urgence !**

**Il ne suffit pas de compter les personnes à la rue, il faut les héberger dignement !**

## **Nous revendiquons également une politique migratoire d'accueil digne**

Des dizaines de milliers de "Sans Papiers" travaillent, cotisent et participent à la richesse culturelle, sociale et économique. Ils sont pourtant entravés dans leur accès aux droits du fait de ne pas avoir de titre de séjour.

Au titre du travail, les politiques migratoires ont une vision essentiellement utilitariste et raciste des personnes migrantes qui sont considérées comme de la main-d'oeuvre sous rémunérée, exploitable et corvéable à souhait. L'état fabrique des sans papiers. Il génère de la misère et des sans abri.

En lien avec la campagne nationale **Uni.es Contre l'Immigration Jetable** <sup>2</sup>

**Nous voulons  
Un toit pour toutes et tous  
Les mêmes droits pour toutes les personnes vivant sur le territoire**

**Premiers signataires** : Etats Généraux des Migrations de Montpellier, CCFD Terre solidaire, Cimade, Collectif MigrantEs Bienvenue 34, Escalade en Pic saint Loup, RESF

<sup>1</sup> On vient avec des capes de survie si possible

<sup>2</sup> <https://blogs.mediapart.fr/uni-es-contre-limmigration-jetable>